

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

21^{ème} année - N° 3861 - Mardi 13 Avril 2021 - Prix : 200 Fc

COVID-19 :

12.000 doses d'AstraZeneca par le biais de l'initiative Covax



DÉCÈS D'UN MILITAIRE À ANJOUAN :

Les proches de major Hakim Bapalé dans la rue

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

Prières aux heures officielles
Du 11 au 15 Avril 2021

Lever du soleil:
06h 12mn
Coucher du soleil:
18h 05mn

Fadjr : 04h 59mn
Dhouhr : 12h 12mn
Ansr : 15h 20mn
Maghrib: 18h 08mn
Incha: 19h 22mn



NÉCROLOGIE

Décès de l'Ambassadeur Soulaïmana Mohamed Ahmed : des qualités humaines indéniables

Ce 8 avril 2021, a été annoncé le décès de l'Ambassadeur Soulaïmana Mohamed Ahmed. Dans un communiqué, le Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale, Chargé de la Diaspora a déclaré que : « Avec cette disparition, le pays vient de perdre un diplomate chevronné qui s'est distingué pour son amabilité, sa rigueur, son dévouement et son amour pour sa patrie ».

Pour El-Anrif Said Hassane, Ambassadeur des Comores au Koweït, il témoigne que « Connaisant l'Homme, pour avoir travaillé à ses côtés pendant plusieurs années, durant lesquelles une amitié sincère et profonde a été scellée, permettez-moi de rendre un hommage appuyé à cette personnalité bien aimée de tous et grande figure de la diplomatie comorienne marquée par son humanité, son professionnalisme et son dévouement au service de son peuple ».

Après l'obtention de son baccalauréat au Lycée de Moroni, il étu-

die les lettres modernes à l'Université Paul Valéry de Montpellier. Érudite et doté d'une grande curiosité intellectuelle, il obtient par la suite plusieurs diplômes : un diplôme de l'Institut International d'administration publique, un certificat d'études supérieures de tourisme, une maîtrise en Lettres Modernes ainsi qu'un DESS en administration des organisations internationales à l'Université Paris I-Panthéon Sorbonne.

En 1981, il démarre sa carrière au Palais Bourbon en tant qu'attaché parlementaire à l'Assemblée Nationale française. Grand serviteur de la nation comorienne, il occupe successivement les postes de Directeur de la coopération au Ministère des Affaires étrangères, Attaché de cabinet et Chef de cabinet du Président de la République des Comores entre 1981 et 1990. Il fut un des fondateurs du parti MDP-NGDC de l'ancien premier ministre Abbas Djoussouf dont il était très proche.

Homme de lettres et passionné



Feu Soulaïmana et sa femme Echat Ahmed Halidi.

par la transmission de son savoir, il enseigne la langue française pendant deux ans au Lycée de Moroni et au Groupe Scolaire Fundi Abdoulhamid (GSFA). En 1992, il est nommé Conseiller technique auprès du Ministre de l'Éducation Nationale puis Directeur Exécutif National du Fonds d'Appui au Développement Communautaire (FADC) entre 1993 et 1999. Il a occupé par la suite la fonction d'ex-

pert données au sein de l'entreprise Orange jusqu'en 2006.

Très impliqué dans la vie politique et intellectuelle française et comorienne, il est nommé Ambassadeur de l'Union des Comores en 2007. Il occupera cette fonction jusqu'en 2009, avant d'être nommé une seconde fois en 2017.

Il n'était pas seulement un homme de devoir et d'engagement.

C'était également un mari exemplaire, d'un soutien inconditionnel pour son épouse Echat, qu'il a notamment accompagnée dans la réussite de sa librairie « Le Paradis des livres », mais aussi et surtout, un père aimant et résolument moderne.

Son implication au sein de la diaspora comorienne ainsi qu'auprès de l'Association des Femmes Actives de Mutsamudu constitue un legs inestimable.

Il a une première fille, Chakny, qui naît en 1976 de son union avec Boira-Sidi Said Omar. Il épouse ensuite Echat Ahmed Halidi, libraire, le 15 octobre 1977. De cette union naîtront Naïma, Soumaya, Nousra et Haymane Soulaïmana.

Soulaïmana Mohamed Ahmed restera pour beaucoup, « Un homme bien, une fierté pour les siens et ceux qui l'ont connu ». La dépouille du regretté est attendu ce jeudi à Moroni et les obsèques auront lieu le lendemain, à Mutsamudu.

Mmagaza



PERSONAL VACANCY ANNOUNCEMENT

SERVICES CONTRACTOR (PSC)

OPEN TO: All Interested Candidates
POSITION: Peace Corps Safety and Security Officer (SSM)
OPENING DATE: April 5, 2021
CLOSING DATE: May 14, 2021
WORK HOURS: Monday - Thursday 7h30-17h30, Fridays 7h30-11h30, and as needed.
SALARY RANGE: USD \$14,000 - \$24,000 per annum— depending on experience, plus benefits.

The United States Peace Corps seeks a Safety & Security Manager (SSM) to serve as a contracted Peace Corps SSM based in Moroni, Comoros. The role of the SSM is to support security-related functions (i.e. site inspection and selection, Volunteer site visits, emergency planning, incident response, etc.) that are critical to post operations and Volunteer support. The SSM will work under the supervision of the Peace Corps Country Director in Moroni and the Peace Corps Office of Safety and Security in Washington DC.

The full position submission requirements including compulsory forms are available upon request by sending an email to PCcomoros@peacecorps.gov no later than **April 16th, 2021**. All applications should be submitted electronically and in English to PCcomoros@peacecorps.gov with "SSM-Comoros" in the subject line by **11:59pm Friday, May 14th, 2021**.

Incomplete and/or late applications will not be entertained, nor applications not submitted in English.

The United States Peace Corps is an Equal Opportunity Employer.

COVID-19 :

12.000 doses d'AstraZeneca par le biais de l'initiative Covax

Dans le cadre de la première phase d'expédition des vaccins anti-Covid à travers l'initiative Covax, Moroni a réceptionné ce lundi 12 avril 12 000 doses d'AstraZeneca. Ce vaccin vient pour renforcer la vaccination déjà lancée depuis samedi dernier.

L'Union des Comores a réceptionné un premier lot de 12.000 doses du vaccin AstraZeneca/ Oxford dans le cadre de la première phase d'expédition des vaccins anti-Covid à travers l'initiative Covax. Ces vaccins, ayant reçu l'autorisation d'utilisation en urgence de l'OMS (EUL) et acheminés expressément par l'Unicef arrivent soit un an après la notifica-

tion du premier cas de la Covid-19 dans le pays en avril 2020. Cette réception marque une étape majeure vers l'objectif d'assurer une distribution équitable des vaccins Covid-19 dans le monde entier, dans le cadre de ce qui est la plus grande opération d'achat et d'approvisionnement de vaccins.

Rappelons que lors du lancement de la campagne de vaccination nationale samedi 10 avril dernier, la ministre de la santé a déclaré qu'« à l'heure actuelle, le vaccin est l'un des moyens les plus sûrs à notre disposition pour nous protéger et empêcher la propagation de la Covid-19 tout en renforçant les mesures et gestes barrières. Avec la facilité Covax, le gouvernement et

les partenaires techniques et financiers tels que Gavi, Unicef et Oms souhaitent que la population puisse retrouver leurs libertés antérieures et relancer l'économie ».

Ces 12 000 doses vont renforcer la vaccination dont la campagne vient d'être lancée par le chef de l'État, pour atteindre l'immunité collective, soit vacciner 60% de la population. « Ce premier lot de vaccins contre la Covid-19 alloué à l'Union des Comores dans le cadre de la facilité Covax, contribuera à renforcer l'objectif de vaccination de la population cible fixé par les autorités du pays. Les partenaires de l'Alliance Gavi œuvreront de concert avec les autorités du ministère de la santé pour que la compa-

gne de vaccination contre la Covid-19 soit conduite avec succès pour permettre de préserver la santé des communautés des Comores », a déclaré Dr Magdi Ibrahim, responsable pays au Secrétariat de GAVI, l'Alliance mondiale du Vaccin.

Présent sur lors de la réception, le représentant de l'OMS auprès de l'Union des Comores a affirmé que cette action majeure représente une étape très importante pour la lutte contre la pandémie. Il dit féliciter le gouvernement comorien et tous les partenaires techniques et financiers impliqués dans le mécanisme Covax pour l'acquisition du vaccin AstraZeneca. « La priorité maintenant sera de déployer de manière équitable les vaccins au profit des

populations cibles. L'OMS continuera à apporter son appui aux autorités nationales dans le cadre de la riposte contre la Covid-19 », souligne Diarra Abdoulaye.

Pour rappel, le Système des Nations Unies, grâce notamment à l'appui technique de l'OMS et de l'UNICEF, s'est mobilisé depuis le début de la pandémie, en collaboration avec d'autres partenaires et aux côtés du ministère de la Santé pour appuyer la mise en œuvre du plan national de riposte contre la Covid-19. Le pays a déjà reçu le mois dernier 100.000 doses du vaccin chinois Sinopharm.

Andjouza Abouheir

DÉCÈS D'UN MILITAIRE À ANJOUAN :**Les proches de major Hakim Bapalé dans la rue**

Les habitants d'Adda, village dont était originaire l'adjutant-chef Hakim Bakar, ont battu le pavé hier lundi pour montrer leur indignation face à la mort inexplicable de celui qui a été arrêté pour « tentative de déstabilisation ».

La communication officielle du gouvernement n'aura pas réussi à calmer les esprits malgré son caractère apaisant, loin du discours incendiaire du directeur de cabinet du chef de l'État... Hier lundi, les habitants du village du militaire Hakim Bakar sont descendus dans la rue. « Les habitants d'Adda n'ont pas aimé ce qui s'est passé », pouvait-on lire sur les banderoles et autres pancartes brandis par la foule



Manifestation Anjouan.

nombreuse qui a organisé une marche pacifique, le long de la route principale.

« Nous sommes ici aujourd'hui pour exprimer notre douleur provoquée par la barbarie militaire

qui a tué notre frère, fils et enfant dans des conditions inhumaines », lance un manifestant que nous avons joint au téléphone. Il soutient qu'ils étaient là pour dénoncer « le mépris, l'orgueil et l'arrogance de ce gouvernement ». Une allusion aux propos du directeur de cabinet du chef de l'État qui, vendredi et samedi derniers, avait affirmé que le militaire était « mort d'un malaise » malgré ce qui a été constaté de visu par ses proches lorsqu'ils ont décidé de d'exhumer le corps du défunt.

Dans un communiqué lu à la presse par son porte-parole Houmed Msaidie, le gouvernement a dit « condamner avec la plus grande fermeté les circonstances inquiétantes qui entourent l'enterrement suivi de l'exhuma-

tion du corps du regretté », et il « s'engage à tout mettre en œuvre pour que les premiers éléments d'investigations soient rendus publics aussitôt qu'ils seront disponibles, et pour que tout responsable d'acte répréhensible, que ce soit de l'armée ou de la population soit poursuivi afin que justice soit rendue au défunt et que de tels actes ne puissent plus se reproduire dans le pays ». Soit dit en passant, et à la grande surprise d'une grande frange de l'opinion, le chef de l'État se trouve à Anjouan depuis dimanche accompagné de...son impopulaire directeur de cabinet.

Nabil Jaffar

TÉLÉCOMMUNICATION/COMORES CÂBLES :**30 millions de dollars pour se brancher sur le consortium «2 Africa»**

La société Comores Câbles vise l'excellence et pour s'y faire, l'entrée dans un consortium de renommée internationale est une nécessité. Ainsi, devant la presse et en lien avec les travaux qui ont eu lieu le week-end sur la ligne Eassy, le directeur général Ali Karani annonce la volonté de la société de débloquent la somme de 30 millions de dollars pour avoir l'accès au consortium « 2 Africa ».

Devant la presse hier lundi, le directeur général de la société Comores Câbles a fait état des travaux effectués sur le câble Eassy, à l'origine de la perturbation du réseau internet le long du week-end. Lors de cette rencontre avec les médias, Ali Karani a évoqué les projections de la boîte notamment celles portant

sur le ralliement vers une autre ligne afin « d'éviter le pire » car selon lui « la durée de vie de ces roots n'est que de 25 ans » et il craint de voir le pays coupé du monde. Dans cette logique, le patron de Comores Câbles annonce le probable ralliement au consortium « 2 Africa ». « C'est un consortium bien moderne avec 16 paires de fibres donc trois fois la capacité actuelle. Toutefois, pour y avoir l'accès, il nous faut déboursier la bagatelle de 30 millions de dollars », glisse-t-il, rappelant que cette ligne part de l'Afrique du Sud jusqu'à atteindre la face Est du continent, rallie l'Égypte, une partie de l'Europe, l'Atlantique, l'Asie et l'Amérique. « Nous serions bien épargnés en cas de probables travaux sur les autres lignes », dit-il tout en affirmant que la société espère atteindre



Ali Karani et son staff devant la presse.

re ses objectifs d'ici l'année 2024.

Ali Karani reste convaincu que la position géostratégique des Comores peut jouer un grand rôle et que celle-ci doit inciter le pays à investir dans ce sens. « Nous ne devons pas nous contenter d'une seule ligne qui est le câble Eassy. Certains ont tendance à parler

d'Avassa ou Flion3, il faut savoir que ce sont des sous câbles qui transitent sur Mayotte pour se brancher sur le Lion2, puis vers Mombassa pour se rallier sur Eassy », explique-t-il. Dans la foulée, il mentionne les coûts que peuvent engendrer le branchement sur « 2 Africa » mais estime que ça

reste une nécessité dans le souci de doter le pays d'un réseau plus performant.

Une entrée qui se fait en collaboration avec l'Arabie Saoudite selon le directeur de Comores Câbles et qu'à travers cette ligne les opérateurs internationaux auront un accès facile. « Ce câble lie 23 pays, 26 stations mais les frais ne sont pas moindres car pour rentabiliser les coûts, Comores Câbles à lui seul doit rentabiliser 860 millions KMF par an ou 72 millions KMF par mois et cela sans tenir compte des dépenses de maintenance », fait savoir le patron de Comores Câbles, annonçant que cette somme colossale proviendra des opérateurs.

A.O Yazid

RAMADAN 2021

Quand faut-il commencer à jeûner ?

Comme chaque mois de ramadan, La Gazette des Comores vous propose chaque jour durant tout le mois, un espace qui permet de répondre à certaines questions religieuses que se posent de nombreux lecteurs.

De manière générale, le ramadan 2021 doit commencer en Union des Comores, demain mardi ou bien mercredi selon l'apparition du croissant lunaire. A partir de 18h, heure locale tous les regards vont se braquer sur le ciel à la recherche de la lune. Le mois de ramadan, comme tous les autres mois du calendrier musulman, est déterminé par l'apparition de la nouvelle lune. Dr Abdoulhakim Mohamed Chakir, Vice mufti affirme que l'Union des Comores composée de quatre îles a une et seule zone d'apparition du croissant lunaire. Dans un entretien avec La Gazette des Comores, il montre que hormis la politique, il y a une bonne relation entre le cadi de Mayotte et le Muftorat.

« Si la lune est apparu à Mayotte, nous allons suivre puisque nous avons confiance à nos frères qui sont là-bas. Et vice-versa », atteste il, avant d'ajouter que « Les Comores et Madagascar sont aussi



Croissant lunaire.

dans une même zone. Dans certains pays comme le Sénégal, il est de coutume que les instances religieuses se réunissent le jour où la lune est potentiellement visible (c'est ce qu'on appelle le « jour du doute »). Elles scrutent alors le ciel, dans le but d'annoncer le début du ramadan avant d'aller annoncer à la radio-télévision.

Dans notre pays, toute personne qui aperçoit la lune peut appeler le Muftorat pour les informer et ce dernier a la technique pour vérifier

la véracité de cette information. « Si la personne en question peut à défaut appeler les autorités de sa commune: préfet, maire et surtout le cadi, ce serait la solution la mieux appropriée. Ces derniers ont l'obligation d'informer le Muftorat.

Le jeûne du mois de ramadan constitue l'un des cinq piliers de l'islam. Au cours de ce mois, les musulmans ayant l'âge requis selon les divers courants de l'islam ne doivent pas manger, boire, fumer, ni entretenir de rapport sexuel de l'au-

be au coucher du soleil. La majorité des musulmans insiste sur l'observation locale du croissant de lune pour marquer le début du ramadan, mais d'autres insistent sur le calcul de la nouvelle lune pour déterminer le début du mois. Rappelons qu'il a été constaté que chaque année solaire, le ramadan commence avec un décalage de dix à douze jours avant celui de l'année précédente.

Ibnou M. Abdou

La Gazette des Comores
Directeur général
 Saïd Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Saïd Omar
Rédacteur en chef
 Mohamed Youssouf
Secrétaire de rédaction
 Toufé Maecha
Rédaction
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 A.O. Yazid
 Andjouza Abouheir
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou
 Nabil Jaffar
 Riwad
 Raanti Aboubakar (Stagiaire)
Chronique Sportive
 B.M. Gondet
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
 Mohamed Saïd Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45



FEDERATION DE FOOTBALL DES COMORES

CAHIER DES CHARGES DE L'EQUIPEMENTIER DE LA FFC

B.P 2504, Route d'Itsandra Moroni tel : 763 26 66 Fax 773 85 26 Email : contact@fedcomfoot.com ffc@fedcomfoot.com**I- DESCRIPTION**

La Fédération de Football des Comores lance un appel d'offre pour un équipementier sportif pour subvenir aux besoins de toutes les équipes nationales, des dirigeants de la FFC ainsi que le personnel, en vêtements sportifs, accessoires de sport, différents équipements et produits dérivés en utilisant le nom, le logo de l'équipementier et de la FFC.

Ce présent cahier des charges décrit les principaux points de discussions pouvant amener à la signature d'un contrat entre la FFC et l'équipementier.

II- Production des maillots, équipements et accessoires

L'Equipementier doit être capable de fournir à la FFC des produits de bonne qualité avec les spécificités qui seront demandées par la FFC.

II.1 Les maillots doivent comporter des numéros en grand format derrière et des petits numéros devant ainsi que des numérotations sur les shorts.

II.2 L'Equipementier doit pouvoir fournir à la FFC la quantité des produits, équipements et accessoires fabriqués, ceux destinés à titre gratuit aux équipes nationales, membres de la FFC et personnel de la FFC et ceux desti-

nés à la vente.

II.2 L'Equipementier doit préciser la quantité et le type d'équipement et autres produits qu'il est disposé à fournir pour chaque équipe nationale.

III- Distribution

L'Equipementier doit pouvoir donner des indications sur les possibilités de vente des maillots, équipements et accessoires, en France et aux Comores, soit par le biais de boutiques agréées par l'Equipementier et la FFC et gérées directement par l'Equipementier, soit la mise à la disposition de la FFC d'une boutique de la Fédération.

III.1 Quels seraient les avantages (royalties) accordés à la FFC en termes de pourcentage pour tous les produits et accessoires destinés à la vente. L'Equipementier doit pouvoir donner des options, soit par un paiement en royalties des produits vendus, soit par le paiement d'un montant annuel alloué à la FFC pour tous les produits destinés à la vente. L'Equipementier se charge de la distribution et de la vente.

III.2. Aux termes des accords qui seraient conclus entre les deux parties, l'Equipementier aura l'obligation d'équiper gratuitement toutes les équipes nationales masculines, féminines, séniors et autres en leur fournissant également les équipements

et accessoires nécessaires pour les différentes compétitions que la FFC entend participer notamment : (WC, CAN, CHAN, COSAFA, Jeux des îles, Tournois olympiques etc).

Il va s'en dire que cette option concerne également les membres de la FFC et le personnel sur la base d'un quota convenu de commun accord.

IV- Equipes et catégories concernées 13 équipes

Les équipes concernées sont :

- A- Equipes nationales masculines
- Equipe nationale A
- Equipe nationale A'
- U23
- U20
- U17
- U15
- B- Equipes nationales féminines
- Equipe A
- U23
- U20
- U17
- U15
- C- Autres catégories
- Equipe de beach soccer
- Equipe de Futsal

V- Droits d'hospitalité et utilisation du logo, coûts supplémentaires

V.1 Quelles sont les options que peut offrir la FFC à l'équipementier pour les grands événements organisés par la FFC (matches à domicile, utilisations des espaces publicitaires, droit d'utilisation du nom et du logo de la FFC etc)

V.2 Quels seraient les produits dérivés et les coûts que la FFC doit supporter dans le cadre de cet accord en dehors des tenues et autres accessoires mises à la disposition des équipes nationales?

VI- Autres avantages

Quels sont les avantages optionnels que l'Equipementier peut offrir et quelles sont les conditions telles que :

- Formations
- Stages des équipes nationales et cadres de la FFC
- Facilités pour l'organisation de matchs amicaux
- Facilités de financement

Les offres, avec tous les détails de l'Equipementier (Nom, adresse, références) doivent parvenir à l'adresse de la fédération de football : ffc@fedcomfoot.com au plus tard le samedi 25 avril 2021 à 12.00.

Pour toute information, veuillez contacter cette adresse.

FOOTBALL : COUPE DES COMORES

Djabal Fc bouleverse la hiérarchie des valeurs, Volcan s'incline (2-1)

A huis clos le week-end dernier, la Ligue de Ngazidja a mis fin à l'édition 2021 de la Coupe des Comores. La finale, physiquement haletante, et pleine de rebondissements, avait opposé Djabal Fc (D2) à Volcan (D1). Même si les visiteurs ont aggravé prématurément le score par un doublet de Naoufal Caambi (17e, et 38e), Volcan n'avait pas baissé les bras. Tchenko Chadhuli a réduit le score (52e, 2-1). Le public est resté en haleine jusqu'à la fin de la partie.

A l'instar des Ligues insulaires (Moili et Ndzuani), Ngazidja connaît son représentant à la phase nationale, comptant pour l'édition 2021 de la Coupe des Comores, prévue à Ndzuani, si l'état d'urgence sanitaire connaît un déclin encourageant. Le duel déterminant a eu lieu à la pelouse synthétique de Moroni le samedi 11 avril 2021. Une équipe estimée de moindre calibre, Djabal Football Club d'Icôni s'est confronté avec un des

dinosaures de la (D1), Volcan Club de Moroni. Cette finale était haletante, et pleine de rebondissements. L'aisance technique du buteur et réaliste Naoufal Caambi a beaucoup bouleversé l'axe défensif des locaux. Son doublet, un coup de tête lobé (17e, 1-0), et un exploit individuel (38e, 2-0) a ravivé les ambitions des siens.

A la reprise, de temps à autre, Volcan repoussait les attaques adverses et intensifiaient ses actions offensives. La vivacité de Tchenko Chadhuli a permis de réduire le score (52e, 2-1). Le verrouillage de ce résultat, réconfortant par Djabal a affolé les Moroniens, et amoindri la chance de nourrir de l'espoir. Ainsi, Djabal représentera l'île de Ngazidja à la phase nationale, prévue à Ndzuani.

Le milieu de terrain de Volcan, André Razafy n'en revient pas. « Nous avons été surpris. Djabal était animé par un mental de fer. Bon, le sort est jeté. Nous allons mettre le paquet sur le championnat », dit-il. En revanche, l'entraîneur de Djabal,



Djabal FC victorieux de la Coupe des Comores.

Akoté Sefoudine Ali Issa pense que le résultat est logique. « Les consignes ont été respectées à 90 %. Cela nous a permis de nous imposer. Nous nous sommes bien préparés

pour le championnat. On a programmé la Coupe. On l'a abordé avec la même tonicité et détermination », avance-t-il. Dans le championnat (D2), cet ambassadeur de

Ngazidja oscille à la 3e place derrière Alizée fort de Salimani (1er) et Union Sportive de Selea (2).

Bm Gondet



UNION DES COMORES Unité - Solidarité - Développement



MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES INVESTISSEMENTS, ET DE L'ENERGIE CHARGE DE L'INTEGRATION ECONOMIQUE, DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT, PORTE - PAROLE DU GOUVERNEMENT

Projet Comorsol

Financement : Association Internationale de Développement (IDA)

Financement : Don IDA No V2170-KM

N°2021/04 / COMORSOL / Enquête

SELECTION DE CONSULTANTS PAR LES EMPRUNTEURS DE LA BANQUE

Sollicitation de Manifestations d'Intérêt pour le Recrutement d'une société pour la :

«la Réalisation d'un Sondage d'Opinion et de Recherches Quantitatives et Qualitatives pour Alimenter la Campagne de Communication de SONELEC et la Campagne de Sensibilisation du Projet « ComorSol »

Le Gouvernement de l'Union des Comores (GdC) a sollicité un financement de la Banque Mondiale, dans le cadre du projet ComorSol d'un montant de 40 millions de US\$, et dont les principaux objectifs sont (i) la mise en œuvre du Schéma Directeur de l'Energie de l'Union des Comores par une Maitrise d'Ouvrage Déléguée (MOD), (ii) l'accompagnement du développement de la production photovoltaïque (PV) sur les 3 îles tout en garantissant la stabilité des systèmes électriques par l'installation de stockages d'énergie sous forme de batteries et la modernisation des réseaux de distribution, et (iii) la pérennisation des investissements via la mise en place d'un Plan de Protection des Revenus sur les 3 îles et d'un programme de renforcement des capacités techniques et institutionnelles. Le GdC souhaite utiliser une partie du budget pour effectuer les paiements au titre des contrats suivants : Recrutement d'une société : «Pour la Réalisation d'un Sondage d'Opinion et de Recherches Quantitatives et Qualitatives pour Alimenter la Campagne de Communication de SONELEC et la Campagne de Sensibilisation du Projet « ComorSol »

1. Objectif de la mission

L'objectif principal de cette mission est de réaliser des recherches quantitatives et quali-

tatives afin de brosser un portrait détaillé de la perception, de l'expérience, des attitudes et des principales préoccupations des citoyens vis-à-vis de la fourniture de l'électricité et les services liées (tarification et paiement des factures, service des réparations, etc.), la visibilité et les opérations de SONELEC (communications, service de clientèle) et les bons réflexes d'utilisation (sûreté, efficacité énergétique) qui pourrait servir à mobiliser et à sensibiliser le public.

Plus spécifiquement, les recherches cherchent à établir :

- les perceptions, la compréhension et les attentes vis-à-vis de la fourniture de l'énergie, tarification et à l'appui de mise en œuvre des efforts de la densification du réseau /diversification des énergies renouvelables et la place des mini-réseaux dans l'électrification ;
- la perception du publique quant au rôle et l'image de SONELEC et les attentes vis-à-vis des nouveaux produits à travers le nouveau logiciel BECHEYO2 ;
- les répercussions perçues des mauvaises pratiques c-à-d de la fraude et non-paiement des factures;
- les perspectives citoyennes sur les aspects essentiels relatifs à la nécessité de sensibilisation et à la qualité du service (en particulier les questions ciblées sur la qualité du service,

l'interaction avec les fournisseurs);

- les pratiques relatives à une utilisation plus sûre et à une conservation plus rationnelles de l'énergie ; et
- les perceptions sur des sources d'information/médias les plus populaires et les plus fiables au Comores.

2. Profil du consultant

Le consultant devrait être une société d'enquête (ou un consortium) possédant une expertise et une expérience dans la conception et la mise en œuvre d'enquêtes, des entretiens approfondis et des discussions de groupes de focus avec reconnu organisations nationales et internationales, de préférence dans le secteur de l'énergie. L'équipe consultante devrait être basée à Moroni et idéalement aussi sur les autres îles.

Les consultants intéressés doivent disposer d'une expérience d'au moins cinq ans et fournir les (i) références concernant l'exécution de contrats analogues, (ii) expériences antérieures pertinentes dans les conditions semblables, (iii) disponibilité du personnel, ainsi que toutes autres informations complémentaires. Les critères d'éligibilité et la procédure de sélection seront conformes aux procédures spécifiées dans le Règlement de Passation des Marchés de l'IDA pour les emprunteurs sollicitant le Financement de

Projets d'Investissement (version juillet 2016 ; Révisée en 2017 et 2018). La méthode de sélection est la « Sélection fondée sur les qualifications du Consultant (SQC) ».

L'intéressement manifesté par un consultant n'implique aucune obligation de la part du Client de le retenir. Le dossier de manifestation d'intérêt doit être rédigé en français.

Les consultants intéressés peuvent obtenir les TDRs et demander des informations en nous contactant à l'adresse mentionnée ci-dessous. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées ou envoyées par email, aux adresses mentionnées ci-dessous au plus tard le 03 Mai 2021 à 14 h 00 (heure locale).

Adressé à :

« Manifestation d'intérêt Réf N°2021/04 / COMORSOL / Enquête-la Réalisation d'un Sondage d'Opinion et de Recherches Quantitatives et Qualitatives pour Alimenter la Campagne de Communication de SONELEC et la Campagne de Sensibilisation du Projet « ComorSol », Bureau de gestion de projet RCIP-4. Moroni Coulée, Logement N°ZE 27, BP: 6988-Moroni- Tél (269) 773 99 00, Adresse email : comoresol.procure@gmail.com

Lancé le 07 Avril 2021



UNION DES COMORES
Unité - Solidarité - Développement

MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES INVESTISSEMENTS, ET DE L'ENERGIE CHARGE
DE L'INTEGRATION ECONOMIQUE, DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT



Projet Comorsol

Financement : Association Internationale de Développement (IDA)
Financement : Don IDA No V2170-KM
N°2021/05 / COMORSOL / Sonelec

SELECTION DE CONSULTANTS PAR LES EMPRUNTEURS DE LA BANQUE

Sollicitation de Manifestations d'Intérêt pour le Recrutement d'un consultant pour :
«L'identification et l'évaluation définitive des éléments d'actifs et de passifs constituant le patrimoine de la SONELEC et de la SONEDE, et la mise en place d'un système comptable adéquat de ces sociétés ».

Le Gouvernement de l'Union des Comores (GdC) a sollicité un financement de la Banque Mondiale, dans le cadre du projet ComorSol d'un montant de 40 millions de US\$, et dont les principaux objectifs sont (i) la mise en œuvre du Schéma Directeur de l'Energie de l'Union des Comores par une Maitrise d'Ouvrage Délégée (MOD), (ii) l'accompagnement du développement de la production photovoltaïque (PV) sur les 3 îles tout en garantissant la stabilité des systèmes électriques par l'installation de stockages d'énergie sous forme de batteries et la modernisation des réseaux de distribution, et (iii) la pérennisation des investissements via la mise en place d'un Plan de Protection des Revenus sur les 3 îles et d'un programme de renforcement des capacités techniques et institutionnelles. Le GdC souhaite utiliser une partie du budget pour effectuer les paiements au titre des contrats suivants : «recrutement d'un consultant pour l'identification et l'évaluation définitive des éléments d'actifs et de passifs constituant le patrimoine de la SONELEC et de la SONEDE, et la mise en place d'un système comptable adéquat de ces sociétés.»

1. Objectif de la mission

L'objectif général de la mission (i) la fusion comptable des sociétés SONELEC et EDA et la scission des deux sociétés SONELEC et SONEDE (ii) la mise en place d'un système

comptable adéquat au niveau de SONELEC et SONEDE.

A. Objectifs spécifiques :

Plus spécifiquement, il s'agit des travaux ci-après répartis en 3 parties bien distinctes :

1ère partie :

a. Clôturer les comptes de l'exercice de 2018 de la MaMwe et EDA.

b. Evaluer les éléments du patrimoine liés ou rattachés à la société SONELEC et EDA ;

c. Transférer le patrimoine de la société MaMwe aux deux sociétés (SONELEC et SONEDE),

d. Transférer le patrimoine de la société EDA à la société SONELEC,

e. Procéder à la liquidation de la société MaMwe et de EDA ;

2ème partie :

f. Etablir les bilans d'ouverture pour la SONELEC et la SONEDE

g. Etablir les états financiers des exercices 2019 et 2020 de la SONELEC et de la SONEDE (les données comptables de SONEDE sont saisies sur le logiciel comptable SAGE 100, les données EDA et SONELEC ANJOUAN sont sous fichiers Excel. Et les données MAMWE SONELEC MOHELI & GRAND COMORES sont sur le logiciel EBP).

3ème partie :

h. Assurer une formation aux agents des deux

entités sur la tenue des comptes, la préparation et l'exécution du budget

i. élaborer un manuel de procédures administratives, financières, comptables et budgétaires de la SONELEC et SONEDE, et assurer la formation des parties prenantes sur le nouveau manuel

j. Produire un diagramme des flux de ces informations pour servir la mise en place du nouveau système d'information.

2. Profil du consultant

Le Consultant doit être un Cabinet d'Audit et d'Expertise Comptable, indépendant et faisant profession habituelle d'auditer les comptes, membre d'un ordre professionnel comptable affilié à l'IFAC, ayant une expérience confirmée en audit financiers des comptes, des Sociétés, des projets de développement ect.....

En plus de sa spécialité en audit et expertise comptable, le consultant doit avoir une expérience en matière d'identification et d'évaluation des éléments d'actifs et de passifs d'une société Commerciale, notamment les volets de gestion administrative et comptable et d'audit, de la fusion comptable, de la scission des sociétés et la mise en place d'un système comptable de qualité.

3. Les consultants intéressés doivent disposer d'une expérience d'au moins cinq ans et

fournir les (i) références concernant l'exécution de contrats analogues, (ii) expériences antérieures pertinentes dans les conditions semblables, (iii) disponibilité du personnel, ainsi que toutes autres informations complémentaires. Les critères d'éligibilité et la procédure de sélection seront conformes aux procédures spécifiées dans le Règlement de Passation des Marchés de l'IDA pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (version juillet 2016 ; Révisée en 2017 et 2018). La méthode de sélection est la « Sélection Fondée sur la Qualité et sur le Coût (SFQC) ».

L'intéressement manifesté par un consultant n'implique aucune obligation de la part du Client de le retenir. Le dossier de manifestation d'intérêt doit être rédigé en français.

Les manifestations d'intérêt doivent être déposées ou envoyées par email, aux adresses mentionnées ci-dessous au **plus tard le 26 Avril 2021 à 16 h 00 (heure locale)**.

Adressé à :

« Manifestation d'intérêt Réf N°2021/05 / COMORSOL / Sonelec

, Bureau de gestion de projet RCIP-4. Moroni Coulée, Logement N°ZE 27, BP: 6988-Moroni- Tél (269) 773 99 00, Adresse email : comoresol.procure@gmail.com

Lancé le 09 avril 2021



UNION DES COMORES
Unité - Solidarité - Développement

MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES INVESTISSEMENTS, ET DE L'ENERGIE CHARGE
DE L'INTEGRATION ECONOMIQUE, DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT



Projet Comorsol

Financement : Association Internationale de Développement (IDA)
Financement : Don IDA No V2170-KM
N°2021/03 / COMORSOL / ComSonelec

SELECTION DE CONSULTANTS PAR LES EMPRUNTEURS DE LA BANQUE

Sollicitation de Manifestations d'Intérêt pour le Recrutement pour :
«d' une Société de Communications afin d'Appuyer la Campagne de Communication de SONELEC et la Campagne de Sensibilisation du Projet « ComorSol »

Le Gouvernement de l'Union des Comores (GdC) a sollicité un financement de la Banque Mondiale, dans le cadre du projet ComorSol d'un montant de 40 millions de US\$, et dont les principaux objectifs sont (i) la mise en œuvre du Schéma Directeur de l'Energie de l'Union des Comores par une Maitrise d'Ouvrage Délégée (MOD), (ii) l'accompagnement du développement de la production photovoltaïque (PV) sur les 3 îles tout en garantissant la stabilité des systèmes électriques par l'installation de stockages d'énergie sous forme de batteries et la modernisation des réseaux de distribution, et (iii) la pérennisation des investissements via la mise en place d'un Plan de Protection des Revenus sur les 3 îles et d'un programme de renforcement des capacités techniques et institutionnelles. Le GdC souhaite utiliser une partie du budget pour effectuer les paiements au titre des contrats suivants : Recrutement : «d' une Société de Communications afin

d'Appuyer la Campagne de Communication de SONELEC et la Campagne de Sensibilisation du Projet « ComorSol »

1. Objectif de la mission

Une stratégie globale de communication et un plan d'engagement des parties prenantes sont nécessaires pour atteindre les objectifs de la campagne de la communication. Notamment, la stratégie permettra d'œuvrer à :

- Sensibiliser et informer a publique en partageant des informations pertinents et actualisés ;
- Renforcer la confiance de l'opinion publique ;
- Assurer la cohérence et la discipline du message ;
- Façonner le dialogue national sur le secteur de l'énergie ;
- Sensibiliser aux objectifs et aux indicateurs des changements dans la fourniture de l'électricité.

2. ETENDUE DE LA MISSION

a) Mener une recherche sur les éléments existantes du projet de stratégie de communication afin d'analyser et vérifier les idées et suggestions,

b) Finaliser le projet de stratégie de communication selon les besoins afin de refléter les dernières informations récoltées sur les perceptions de l'opinion publique et des parties prenantes

c) Diriger la mise en œuvre de la stratégie et de toutes les activités tactiques sous la direction de SONELEC de la Banque mondiale

3. Profil du consultant

Le consultant devra être une société de communication (ou un consortium) possédant une expertise et une expérience dans la conception et la mise en œuvre d'interventions de communication stratégique globales dans les domaines des services publics, de préférence dans le

secteur de l'énergie.

Les consultants intéressés doivent disposer d'une expérience d'au moins cinq ans et fournir les (i) références concernant l'exécution de contrats analogues, (ii) expériences antérieures pertinentes dans les conditions semblables, (iii) disponibilité du personnel, ainsi que toutes autres informations complémentaires. Les critères d'éligibilité et la procédure de sélection seront conformes aux procédures spécifiées dans le Règlement de Passation des Marchés de l'IDA pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (version juillet 2016 ; Révisée en 2017 et 2018). La méthode de sélection est la « Sélection fondée sur les qualifications du Consultant (SQC) ».

L'intéressement manifesté par un consultant n'implique aucune obligation de la part du Client de le retenir. Le dossier de manifestation d'intérêt doit être rédigé en français.

Les consultants intéressés peuvent obtenir les TDRs et demander des informations en nous contactant à l'adresse mentionnée ci-dessous. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées ou envoyées par email, aux adresses mentionnées ci-dessous **au plus tard le 30 Avril 2021 à 14 h 00 (heure locale)**.

Adressé à :

« Manifestation d'intérêt Réf N°2021/03 / COMORSOL / ComSonelec-

Pour une Société de Communications afin d'Appuyer la Campagne de Communication de SONELEC et la Campagne de Sensibilisation du Projet « ComorSol »

, Bureau de gestion de projet RCIP-4. Moroni Coulée, Logement N°ZE 27, BP: 6988-Moroni- Tél (269) 773 99 00, Adresse email : comoresol.procure@gmail.com

Lancé le 07 Avril 2021